



Communiqué du 13 mars 2024

C'est toute la communauté éducative de la Seine-Saint-Denis qui exige un plan d'urgence !

La mobilisation qui parcourt la Seine-Saint-Denis depuis 3 semaines pour un plan d'urgence pour l'école publique dans le département est historique !

C'est aussi contre la logique du tri social néolibéral que constitue la réforme dite du « choc des savoirs » que les personnels et les parents se mobilisent.

Face à cette lame de fond inédite, la direction académique de Seine-Saint-Denis et le rectorat de Créteil tentent vainement de fracturer le mouvement social !

L'intersyndicale 93 FSU – CGT – SUD – CNT ainsi que la fédération de parent·es d'élèves FCPE 93 exigent que les personnels et les usager·es du service public d'éducation qui restent déterminé·es au milieu de la troisième semaine de mobilisation, puissent être reçu·es ensemble lorsqu'ils le souhaitent. Il est inadmissible que des parents élu·es d'un établissement se voient refuser d'entrer à la DSDEN 93 en délégation avec les enseignant·es, ou encore que la rectrice refuse de recevoir un·e représentant·e de la FCPE 93 en audience aux côtés des organisations syndicales.

L'intersyndicale 93 FSU – CGT – SUD – CNT ainsi que la FCPE 93 exigent également l'arrêt immédiat de toutes les tentatives d'intimidation et autres velléités de recadrage (sur la communication avec les parents d'élèves, notamment), de convocations de personnels et d'atteintes à l'exercice du droit syndical qui ont actuellement cours dans le département.

Après avoir tenté de minimiser l'ampleur du mouvement, la DSDEN et le rectorat n'ont apporté aucune réponse sur les mesures concrètes contenues dans le plan d'urgence 93. Nous irons donc chercher les moyens au ministère.

Les élèves du département le plus jeune et le plus pauvre de l'Hexagone et où l'État a sous-investi pendant des années, ont le droit à l'égalité réelle !